

D 1179 GUATEMALA: UN MILLION DE PERSONNES DÉPLACÉES

Les années terribles de la répression anti-subversive, de 1976 à 1983, ont provoqué un exode très important des populations rurales. Le phénomène est difficile à chiffrer car il recouvre en fait deux situations: les réfugiés à l'extérieur du pays et les personnes déplacées à l'intérieur. Selon le bulletin mexicain "Coordinadora de ayuda a refugiados guatemaltecos" de février 1987, on estime à 1 million la population rurale actuellement déracinée à la suite de la guerre interne, pour une population totale de près de 8 millions d'habitants. Sur ce total, 300.000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins, dont 130.000 au Mexique (sur ces 130.000, 90.000 sont sous contrôle du gouvernement par le biais de camps de réfugiés reconnus) (cf. DIAL D 767, 800 et 943). Le reste est une population de "personnes déplacées" à l'intérieur du Guatemala. On estime à 45.000 la population regroupée dans les "pôles de développement" et les "villages-modèles" (cf. DIAL D 859 et 934). Par ailleurs il faut compter aujourd'hui au Guatemala 30.000 veuves et 76.000 orphelins de père et de mère.

Depuis l'accession au pouvoir de Vinicio Cerezo par la voie démocratique en janvier 1986 (cf. DIAL D 1078), le climat politique a permis de soulever le problème du retour au Guatemala des populations rurales réfugiées à l'étranger. Pour l'heure, la plupart des réfugiés refusent, ainsi que l'explique le document ci-dessous émanant du groupe chrétien "Eglise guatémaltèque en exil" installé au Mexique.

Note DIAL

LETTRE OUVERTE AUX ÉGLISES

"Voilà le cri de notre assemblée, dans une grande tristesse: Qui nous rendra nos morts?"

"Nous avons été obligés d'abandonner notre chère patrie pour sauver nos vies."

"Monsieur le Président, si tu as réussi à avoir du sentiment pour nous et si tu as posé tes mains sur ta conscience, alors protège-nous bien: c'est comme si tu protégeais une plante. Si un jour tu changes la situation au Guatemala, alors nous pourrons rentrer."

(Extraits de lettres de réfugiés guatémaltèques au président Vinicio Cerezo lors de son voyage au Mexique de juillet 1986)

Le 4 septembre 1986

Chers frères dans le Christ,

Une fois encore nous nous adressons à vous pour vous saluer comme des frères dans le combat pour l'instauration du Royaume, et pour vous faire partager nos problèmes, notre foi et notre espérance.

Aujourd'hui, nous tenons à vous parler d'un des problèmes les plus aigus qui touche une partie importante de notre peuple: nous voulons parler du problème des réfugiés guatémaltèques.

Par suite de la répression terrible et des pratiques génocidaires mises en oeuvre par l'armée dans notre pays, plus d'un million de personnes, la plupart paysans in-

diens, ont été contraintes d'abandonner leur terre et de s'enfuir pour trouver un refuge, tandis que les forces de l'ordre détruisaient leurs maisons et leurs biens, massacraient leurs parents et leurs voisins. Un quart environ de ces réfugiés ont réussi à franchir les frontières pour trouver refuge dans les pays voisins, en particulier le Mexique. Le reste, c'est-à-dire la majorité, s'est transformé en personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Beaucoup vivent cachés dans les forêts et les montagnes, dans les exploitations agricoles de la Côte sud, dans les ravins et les quartiers les plus pauvres des grandes concentrations urbaines, en résistant à l'armée qui cherche toujours à les exterminer.

Plus de cinquante mille paysans ont trouvé refuge dans les villages, les terres communautaires et les exploitations agricoles du diocèse de Tapachula, dans l'Etat de Chiapas, au Mexique. Un nombre équivalent a réussi à s'installer dans quelque quatre-vingts camps de réfugiés le long de la frontière dans le diocèse de San Cristobal, également dans le Chiapas. Quelque dix-huit mille de ces réfugiés ont été réinstallés à Campeche et Quintana Roo, sur décision du gouvernement mexicain.

En raison, d'une part, d'incursions de la part de l'armée guatémaltèque et, d'autre part, des projets de réinstallation du gouvernement mexicain, plusieurs milliers de réfugiés se sont dispersés. Quelques-uns, très rares, sont rentrés au Guatemala et se sont livrés aux forces de sécurité, lesquelles les ont installés de force dans les pôles de développement et les villages-modèles militarisés (1). D'autres continuent d'errer, à la recherche d'un endroit tranquille où s'installer, de terres où travailler, voire d'un travail pour gagner leur vie au Mexique, aux Etats-Unis, au Canada ou dans plusieurs pays d'Amérique centrale.

Récemment, lors de la visite que Vinicio Cerezo, président du Guatemala, a faite au gouvernement mexicain dans les premiers jours de juillet de cette année, le problème des réfugiés et de la possibilité de rapatriement a tenu une grande place dans les conversations officielles entre les deux gouvernements.

Le gouvernement mexicain, pour sa part, a exprimé le désir que, les conditions étant redevenues normales, les réfugiés guatémaltèques du Mexique puissent rentrer dans leur pays, et cela de façon parfaitement libre.

Le discours du président guatémaltèque a été ambigu, parfois presque contradictoire: alors que, d'un côté, il parlait de la volonté de régler le problème des réfugiés et disait que le pays était prêt à les recevoir, il déclarait par ailleurs au Mexique que les conditions n'étaient pas encore réalisées, qu'il n'avait pas encore été possible de contrôler les groupes paramilitaires..., qu'il valait donc mieux attendre encore quelques mois pour le retour. Le président a cependant annoncé la mise en place d'une commission gouvernementale présidée par son épouse, Raquel Blandón de Cerezo, et chargée de faire les démarches pour un rapide rapatriement.

A aucun moment le président Cerezo n'a répondu aux lettres que, sur la question, les réfugiés lui avaient très clairement écrites en lui exprimant très raisonnablement et justement leur opinion et leurs exigences concernant le rapatriement.

En raison de leur grande importance en tant qu'elles traduisent la volonté librement exprimée des réfugiés, et en vous demandant votre soutien, nous rapportons ici, de façon résumée mais dans leur littéralité, les citations les plus significatives extraites des lettres qu'ils ont fait parvenir en dossier complet au président guatémaltèque à l'occasion de sa visite au Mexique.

"Aujourd'hui on a pensé au retour. Mais il y a une chose qui nous préoccupe: par exemple, nos communautés sans maison, sans terre à travailler, sans choses pour recommencer notre vie. Nos petits terrains, ce sont les autres qui les travaillent; quand nous reviendrons, ce sera eux ou nous les privés."

[1] Cf. DIAL D 978 et 1052 [NdT].

"On voudrait bien rentrer chez nous."

"On a entendu encore parler du rapatriement des réfugiés (...) Mais nous pensons qu'on peut pas croire à votre proposition. Pourquoi? parce que l'armée est toujours au pouvoir, que c'est la vraie coupable de la tragédie qui est la nôtre depuis des années. Une armée de "peinturlurés" (*) ne pourra jamais utiliser des moyens pacifiques.

"Ceux qui ont massacré nos familles sont toujours au pouvoir."

"Il y a encore des enlèvements, des disparitions, des massacres, des tortures, tout ça qu'on connaît bien. Comment voulez-vous, Monsieur le Président, que nous les réfugiés on retourne au pays! On ne vous demande qu'une chose: qu'on nous laisse vivre en paix!"

"Les pôles de développement et les villages-modèles, il y en a de plus en plus. C'est là qu'on concentre les personnes déplacées et les réfugiés rapatriés. Tout ça est contrôlé par l'armée."

"On regrette beaucoup de ne pas rentrer au Guatemala pour le moment."

"Nous acceptons d'être rapatriés, nous les réfugiés, dans notre pays qui est le Guatemala. Mais nous voulons d'abord: "(...)

- "Qu'on juge les responsables des massacres du peuple: colonels, généraux, anciens présidents et l'état-major de l'armée."

- "Nous voulons qu'on juge les anciens présidents précédents: Lucas, Rios Montt et Oscar Mejía Víctores." "Nous voulons qu'on juge les grands chefs militaires."

- "Qu'on enlève tous les militaires à la frontière."

- "Qu'on supprime toutes les patrouilles civiles (2). Qu'il n'y ait plus de patrouilles."

- "Qu'on en finisse avec tous les malheurs que l'armée continue de causer."

- "Qu'on nous rende tous les humains et les parents disparus par l'armée."

- "Qu'on reconnaisse tous les dommages qu'on nous a causés: nos villages détruits, ils ont brûlé nos maisons, ils ont tué nos bêtes, ils ont rasé nos champs." "Qu'on nous rende nos maisons, nos champs et nos bêtes!"

- "Tant qu'on ne respectera pas les droits de l'homme, nous ne pourrons pas rentrer dans notre pays."

- "On ne veut pas aller dans les pôles de développement ni dans les villages-modèles. On veut retourner dans nos hameaux d'origine."

- "Nous exigeons le droit et la liberté."

- "On rentrera quand la situation aura changé. Qu'on nous donne la garantie de vie et de nos droits de Guatémaltèques."

- "Tant que ces conditions ne seront pas remplies, on ne pourra pas rentrer au pays."

- "Si vous, Monsieur le Président, vous faites ce que vous avez promis, et si vous nous garantissez la vie pour nous et pour nos enfants, et surtout pour les vieux, on aura une raison de rentrer."

Il n'y a pas que les réfugiés à constater que les conditions ne sont pas remplies pour un retour. L'archevêque, Mgr Prospero Penados del Barrio, et le secrétaire de la Conférence épiscopale guatémaltèque ont récemment déclaré que les conditions n'existent pas d'une garantie pour la vie et la liberté des réfugiés qui rentreraient au pays.

Nous avons même connaissance de personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont entrepris de retourner sur leurs terres de l'Altiplano et qui se sont heurtées à ceux auxquels l'armée avait remis leurs terres. Ceux-ci les ont menacés en leur disant: "Si vous êtes partis c'est parce que vous étiez des communistes. Alors, il vaut mieux que vous repartiez pour de bon et que vous ne reveniez jamais plus, si vous ne voulez pas qu'on vous fasse comme on a fait à ceux de vos familles."

Les réfugiés sont - et veulent continuer d'être - membres à part entière du peuple guatémaltèque. Ils se sont exilés non pas pour trouver une solution à leurs problèmes économiques mais pour protéger leur vie. Ils se sont enfuis non pas par plaisir mais sous la contrainte de la force. Il est donc juste qu'aujourd'hui on respecte leur volonté et qu'on leur donne des garanties pour leurs droits.

[*] Nom donné aux "kaibiles" ou forces spéciales de contre-insurrection dont l'uniforme est "peinturluré" pour camouflage.

[2] Cf. DIAL D 859 (NdT).

Pour la plupart d'entre eux ils viennent de villages où ils ont vécu communautairement leur profond engagement chrétien. Pendant des années ils se sont efforcés de régler en groupe leurs problèmes, en se battant sans cesse pour un projet de vie; ils ont cheminé vers la Pâque de résurrection, mais en se heurtant sans arrêt à un projet de mort que les puissants imposaient par la répression, l'assassinat et le massacre.

Comme chrétiens, nous avons conscience non seulement de la responsabilité qui est la nôtre envers ces frères, et cela de par l'Évangile, mais aussi de l'urgence de régler ce problème en commençant par nous déclarer solidaires de leurs demandes, de leurs exigences légitimes. C'est une responsabilité qu'il nous faut assumer comme Église: "Mon obsession quotidienne: le souci de toutes les Églises! Qui est faible, que je ne sois faible? Qui vient à tomber, qu'un feu ne me brûle?" (2 Cor 11,28-29).

Nous connaissons l'engagement, les efforts et les sacrifices faits par l'Église mexicaine, en particulier le diocèse de San Cristobal au Chiapas, pour accueillir les réfugiés, pour les aider et les secourir tant sur le plan humain et économique que du point de vue pastoral, en allant jusqu'à faire front, quand cela a été nécessaire, à la violence qu'on voulait encore leur faire en territoire mexicain (3). Aussi exprimons-nous notre plus vive gratitude à nos frères de l'Église du Mexique, en notre propre nom et au nom des réfugiés guatémaltèques qui sont encore leurs hôtes.

Et à vous, frères des autres Églises, nous tenons à dire combien nous vous remercions pour votre soutien, votre préoccupation et votre sollicitude, offerts si généreusement au peuple guatémaltèque. Avec la franchise née de l'aspiration à "la liberté des fils de Dieu" commune, nous vous demandons une fois encore de vous unir à nous dans une campagne de soutien des réfugiés guatémaltèques, par des lettres à Vinicio Cerezo pour lui demander de respecter les demandes des réfugiés; par des lettres aux diocèses du Mexique pour les remercier de leur dévouement; par des lettres à la Conférence épiscopale guatémaltèque pour la soutenir et lui demander d'intensifier ses efforts en faveur de cette partie dispersée de son troupeau.

Dans toutes vos actions, chers frères, nous vous demandons qu'à la lumière de la prudence et de la sagesse qui sont celles des réfugiés dans leurs lettres, vous donniez votre soutien à leurs droits légitimes et à leurs exigences claires:

- C'est aux réfugiés qu'il appartient, en toute liberté, de prendre les décisions qui concernent leur vie et leur avenir. Ils doivent être considérés comme le sujet, et non l'objet, de toute décision les regardant.
- Personne n'a le droit de décider du futur rapatriement des réfugiés tant qu'il ne sera pas répondu à leurs demandes légitimes et tant que ne leur seront pas garantis, sans équivoque possible, leurs droits et leurs exigences.

En résumé, chers frères, nous vous demandons aujourd'hui de faire connaître ces exigences à qui de droit par tous les moyens possibles (lettres, communiqués, visites, etc.), et de faire savoir votre solidarité à l'Église du Guatemala en l'exhortant à prendre le risque de l'engagement auprès de ces frères, engagement dont l'urgence s'enracine dans le message de l'Évangile.

Fraternellement.

L'Église guatémaltèque en exil

[3] Allusion à la volonté du gouvernement mexicain de transférer tous les réfugiés guatémaltèques loin de la frontière [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Étranger 380 F - Avion 450 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441